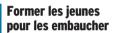
ÉCONOMIE Une dizaine d'entreprises finance des outils de formation pour lutter contre la pauvreté

La richesse, c'est la jeunesse

«J e suis venu apprendre de votre expérience pour la développer en France. » Hier, le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, Olivier Noblecourt, s'est rendu à Romans-sur-Isère pour s'inspirer des projets mis en place depuis à peine trois mois. Et qui ont déjà porté leurs fruits. En effet, le dispositif de dotation d'action territoriale (lire ci-contre), a vu émerger sur le territoire des actions ou projets mêlant la Ville, les entreprises et les associations afin de rompre avec la pauvreté, notamment chez les jeunes Romanais.



Car les chiffres étaient effrayants: les indicateurs de pauvreté étaient deux fois supérieurs à la moyenne nationale, 910 jeunes étaient sans formation, ni emploi. Quand les chefs d'entreprise, eux, peinaient à recruter. Marie-Hélène



Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, Boualem, 18 ans et Moussa, 23 ans, candidats aux plombiers du numérique, Denis Metzger, président de Break poverty et Christophe Chevalier, du groupe Archer. Photos Le DL/AV.

Thoraval, maire de la ville, a donc réuni tous les acteurs autour de la table. « Avec ma couleur politique, on n'aurait pas pensé que je serais allée sur un tel sujet, la lutte contre la pauvreté, pourtant Break poverty m'a convaincu. »

Efficacité, collectif, clé en main, impact ont été les ar-

guments forts pour qu'une dizaine de sociétés locales financent à hauteur de 200 000 euros ces projets. Un million sur trois ans en tenant compte de tous les leviers économiques.

Former les jeunes, c'est donc le pari sur l'avenir. Et cela commence le 5 novembre prochain, avec la première promotion de l'école des Plombiers du numérique. Cette école, unique en France, vise à former des jeunes qui ont quitté l'école sans qualification et sans diplôme, aux métiers de techniciens de la fibre, un métier en tension. En Drôme, il s'agit de 300 emplois à créer et 25 000 en France d'ici

L'INFO EN +

VOUS AVEZ DIT DAT?

La DAT, dotation d'action territoriale est le dispositif initié par la fondation Break Poverty, mobilisant les entreprises du territoire contre la pauvreté des jeunes. Le 13 septembre, Emmanuel Macron a dévoilé la Stratégie pauvreté, qui encourage ce dispositif. Cet outil est une allocation volontaire pouvant aller jusqu'à 2 % du résultat net de l'entreprise. Les entreprises bénéficient en retour d'une réduction d'impôt de 60 % de leur don.

2022. Boualem, 18 ans et Moussa, 23 ans, sont tous deux candidats pour intégrer cette future formation, à laquelle le financement du permis de conduire est intégré et dont la finalité est ambitieuse : un taux à 100 % d'embauche.

Anaïs VAUGON

Des chefs d'entreprise engagés



Les partenaires, Hyper U, Refresco, Krohne, Eovi, Saint-Jean, se sont dits satisfaits de l'expérience.

ls étaient unanimes pour dire que le dispositif fonctionne. Tous engagés car convaincus par l'investissement (former pour recruter) mais aussi car soutenus par la municipalité. « En plus du frein au recrutement, par manque de candidats mais aussi de qualification, cet outil peut amener des jeunes vers des emplois qu'ils ne connaissent même pas », s'enthousiasmait un responsable du mutualiste Eovi. Ils étaient nombreux à se réjouir de miser sur des projets tels que la Digitale académie, un campus unique visant à prévenir le décrochage post-bac, qui ouvrira en septembre 2019. Avec quatre usines en France, un représentant de Refresco proposait même d'être un « diffuseur car ça peut vraiment marcher partout en France ».

S'envoler grâce à Lab'elles



Rue Frédéric-Chopin, les jeunes filles peuvent se réunir entre elles.

En 2018, 104 jeunes filles ont profité de Lab'elles. Cet espace situé en bas de l'immeuble les Palmiers dans le quartier de la Monnaie, est dédié aux femmes mais surtout à leur formation et à l'insertion professionnelle. Avec l'embauche d'un éducateur à temps plein, ce cocon pourrait être ouvert plus de deux jours

par semaine (actuellement les mercredi et vendredi). « Si on n'avait pas les éducateurs, ma fille qui était en décrochage scolaire, traînerait dans la rue et les mamans aussi, on serait dans un trou », témoigne une mère de famille habitant le quartier. L'achat de matériel informatique ne pourra que connecter davantage ce lieu.